



Jean-Claude MÉTRAUX : l'ami précieux qui tisse avec l'altérité et le deuil

Propos recueillis par Claire MESTRE

Interview with Jean-Claude Métraux,
the precious friend who weaves together otherness and mourning
Interview by Claire MESTRE

Entrevista a Jean-Claude Métraux,
el preciado amigo que entrelaza la alteridad y el duelo
Entrevista realizada por Claire MESTRE

Claire Mestre
est Psychiatre-
psychothérapeute
et anthropologue,
co-rédactrice
en chef de *L'autre*.

***P**asser un moment avec Jean-Claude Métraux est toujours un événement joyeux. Avec sa dégaine d'adolescent vieilli, son rire et son air malicieux, l'homme n'a rien perdu de ses idées rebelles. Après un détour par un ailleurs africain, sud-américain, européen, Jean-Claude Métraux a établi son cabinet à Lausanne. Il est un pionnier de la clinique des migrants, co-fondateur de l'association Appartenances, modèle pour les soins aux populations migrantes. Ce qui est le plus touchant, est le cheminement du deuil de son frère, qui croise l'engagement dans la psychiatrie communautaire. Le dialogue avec le frère trop tôt parti, se continue grâce à des concepts découverts par le défunt et appliqués dans sa pratique. Par sa tendresse de pédopsychiatre pour les enfants, sa volonté de transmettre un idéal de relations professionnelles non hiérarchiques, il nous apprend le goût du prochain, qu'il soit étranger, proche ou disparu. ■*

L'autre : Comment es-tu devenu pédopsychiatre ? Un rêve d'enfant ?

Jean-Claude Métraux (JCM) : J'ai eu une enfance pas super gaie, on va dire les choses comme ça, assez difficile. Je devais être considéré comme quelqu'un d'un peu spécial par mes parents. J'ai eu un accident de voiture quand j'avais 8 ans et demi qui

a fait que je suis tombé dans le coma pendant deux jours : c'est un événement qui a joué pour la suite de ma vie. À partir de là, on m'a donné des antiépileptiques sans que je ne sache vraiment pourquoi. J'avais une pédiatre que je détestais et qui nous donnait rendez-vous à ma mère et à moi tous les six mois. Quand on

allait chez elle, elle ne me demandait jamais à moi comment ça allait mais elle le demandait à ma mère : « Comment va Jean-Claude ? ». Ma mère disait toujours : « Ah ben Jean-Claude, il continue de faire des crises ». Cela n'avait rien à voir avec des crises épileptiques, c'étaient mes intolérances à la frustration ! Là-dessus, elle décidait à chaque fois de me redonner pour six mois ces antiépileptiques qui ont changé au cours du temps. Arrivé à 14 ans, cette pédiatre a dit à ma mère – elle ne s'adressait toujours pas à moi – « Jean-Claude ça fait longtemps qu'il a maintenant ces médicaments, visiblement il fait toujours des crises et donc il va devoir prendre ces médicaments toute sa vie ». J'avais des rapports très difficiles avec ma mère et à ce moment-là, je me suis dit : « Ça ne va pas se passer comme ça... ». Là-dessus, j'ai commencé à arrêter de prendre ces médicaments un jour par semaine, deux jours par semaine jusqu'à ce que j'arrête définitivement. Au rendez-vous suivant, j'ai dit : « C'est la dernière fois que je viens ». Je pense qu'indirectement, cette expérience de la santé et de la médecine a créé en négatif un intérêt pour ce domaine d'une manière ou d'une autre.

L'autre : Un intérêt critique ?

JCM : Un intérêt critique. Et puis, quand j'avais 13-14 ans, j'étais très sensible aux questions des prisons. Je me suis mis à écrire un texte que j'ai encore quelque part, un long texte de trois ou quatre cahiers sur une longue durée. Je l'avais intitulé *Innocents criminels*. Je crois que je ressentais déjà une telle colère que je me disais que je pouvais péter les plombs et puis, en même temps, je me disais que si je le faisais, je n'en serais pas responsable. Je pensais aux personnes qui se trouvaient en prison et au contexte social auquel j'étais déjà sensible, mais aussi aux enfances malheureuses. Qu'est-ce qui pouvait amener à ça ? J'étais sensible aux questions de l'enfance malheureuse.

L'autre : C'était une forme d'élaboration sur ce qui pouvait amener quelqu'un à devenir criminel ?

JCM : Oui. Ça m'a pris du temps et j'ai réfléchi là-dessus.

L'autre : Et c'était aussi une expérience d'écriture !

JCM : C'était une expérience d'écriture, en plus à une époque où j'étais nul en écriture. Je viens d'une famille où les seuls livres qu'on avait, c'était une collection « Rencontres », une maison d'édition où on pouvait, à prix très bon marché, acheter un livre par mois, et mon père avait acheté trois collections d'Alphonse Daudet, de Victor Hugo et de Tolstoï et ces livres étaient sur l'étagère. Je lisais très peu. D'ailleurs c'est marquant, ça me rappelle une anecdote : quand j'avais 14 ans, une prof m'a demandé qu'on fasse un exposé sur un livre. La date est arrivée où il fallait dire quel livre on avait choisi. Je n'avais aucune idée parce que je ne lisais pas et j'avais de très mauvaises notes en français. Elle a dit qu'elle donnait une punition si on ne le faisait. J'étais très timide, j'avais un peu peur de tout ça et puis je me suis rappelé du titre *Anna Karénine* qu'il y avait dans la bibliothèque. J'ai choisi ce livre et puis quand j'ai vu sa dimension ! C'était la cata !

Et donc, effectivement, toutes ces expériences-là ont fait que je me suis intéressé assez rapidement aux questions de l'enfance. J'ai accompagné des courses d'écoles¹ quand j'avais 16-17 ans. À la même époque, il y a eu une école alternative dans le canton de Fribourg, l'École de Bouleyres. Je me suis très précocement abonné au journal de cette école alternative. J'ai lu très vite des trucs...

Mais bon, de là à faire de la médecine, c'était loin d'être évident. Je n'étais pas bon en français mais très bon en maths. Tout le monde voulait que j'étudie les maths et puis finalement, au moment où il a fallu choisir une voie... Il n'y a pas d'examen d'entrée ou de concours en Suisse. Jusqu'au dernier soir, je me rappelle à 22h, il fallait rendre son choix et

¹ Une fois par année, les classes vont faire une excursion d'une journée, parfois un camp de plusieurs jours.

puis c'est là que je me suis dit à 20h : « J'aime bien ce qui est humain, je suis bon dans les trucs scientifiques, choisissons la médecine ».

J'ai choisi la médecine mais après, vraiment très très vite, je me suis rendu compte que la médecine somatique ne m'intéressait pas. Les cours d'anatomie, ça avait été un calvaire pour moi, ce qui fait qu'au bout de ma 2^e année de médecine, je me suis inscrit à l'université d'Aix-en-Provence en psychologie.

L'autre : À Aix-en-Provence ?

JCM : Je ne sais pas pourquoi Aix-en-Provence mais je pense que c'est parce que j'en avais entendu parler, parce que ça m'éloignait aussi... Finalement pendant l'été, tout le monde m'a convaincu que j'avais fait le plus important dans les études de médecine. On m'a convaincu que les 2 premières années sont les plus difficiles, que je devais aller jusqu'au bout. Alors finalement, je ne suis jamais allé à Aix-en-Provence et j'ai continué la médecine. Mais là c'était devenu très clair que c'était pour faire de la psychiatrie et même de la pédopsychiatrie. Travailler avec des enfants a été quelque chose de très fort. Ce cheminement est fait de hasards. Ensuite il y a eu des rencontres...

L'autre : Lesquelles ?

JCM : J'ai fait pendant mes études un stage en pédopsychiatrie à Genève où le médecin-chef à l'époque était assez atypique : Rodolfo Rodriguez, d'origine espagnole. Il vit toujours et est venu chez moi il y a 2-3 ans mais il avait des problèmes de santé assez importants. À Genève, à l'époque de Franco, il y avait beaucoup d'exilés espagnols. La psychiatrie genevoise a été une psychiatrie espagnole à cette époque-là.

Ce qui avait été génial chez Rodolfo, c'est que le premier jour, il me dit : « Viens boire un café ». C'était à un moment où ils rénovaient le lieu, donc on s'est retrouvé dans une espèce de baraquement. Il commence par me raconter son histoire, avec des anecdotes liées à la

dictature franquiste, et je me suis senti vraiment très à l'aise. Je crois que ça a encore renforcé mon envie de faire de la pédopsychiatrie ; c'est dans le même service que j'ai plus tard fait ma formation. Mais entre-temps, au moment à peu près où je faisais mon stage, il y a eu la révolution sandiniste au Nicaragua.

L'autre : C'était vers quelle année ?

JCM : La révolution sandiniste au Nicaragua, ce fut en juillet 1979.

L'autre : Qui t'intéressait donc ?

JCM : Durant les années 70, il y avait eu déjà plusieurs mobilisations importantes à Lausanne. La première à laquelle j'ai participé eut lieu en 1971, au cours des manifestations du Comité Action Cinéma (CAC) pour des cinémas à prix raisonnable. J'avais 15 ans et demi. Ensuite, en 1973, il y eut la manifestation contre l'invitation au Comptoir suisse, du Portugal, alors gouverné par le dictateur Salazar, à une époque où beaucoup de Portugais émigraient en Suisse. La même année, la mobilisation contre le coup d'État au Chili a inauguré un cycle d'actions pour l'Amérique latine. Un peu plus tard, je me suis engagé politiquement dans un parti trotskiste, le Parti Socialiste Ouvrier, mais je n'y suis pas resté très longtemps, une année ou quelque chose comme ça : je ne me sentais pas à l'aise dans le fonctionnement de l'organisation. Ce discret parcours militant imposa presque logiquement mon engagement pour l'Amérique centrale. Durant l'insurrection sandiniste des années 1977-1979, des gens se sont mobilisés à Lausanne et ailleurs. S'étaient créés des comités de solidarité avec le Nicaragua et Le Salvador auxquels j'ai rapidement adhéré en 78. Puis, quand il y a eu la Révolution le 19 juillet 79, est venue en moi l'idée assez forte d'aller un jour au Nicaragua, et si possible assez vite. J'ai fini mes études en 1980 et j'avais planifié d'aller juste après au Nicaragua pendant une certaine période, pas forcément dans l'idée d'y travailler.

Mais un autre événement a joué un rôle aussi très important. Fin de l'été, début de l'automne 1980, alors que je passais mes examens finaux de médecine, mon frère, dans un examen de routine, parce qu'il avait reçu une bourse pour aller étudier à Paris, à l'Institut des Hautes Etudes en Sciences Sociales, après sa licence...

L'autre : Ton frère ?

JCM : Mon cadet, qui avait 3 ans et demi de moins que moi. Il était très différent de moi dans le sens où il lisait beaucoup, précocement, il écrivait aussi beaucoup. On s'entendait très bien. Il jouait un petit peu le liant entre les électrons libres qu'étaient tous les autres membres de la famille. On vivait en plus ensemble dans une colocation.

L'autre : Vous étiez donc proches.

JCM : Il était donc censé partir à Paris. À l'époque, pour pouvoir étudier en France et y avoir un permis de séjour, il était obligé de faire un examen chez un médecin agréé par l'ambassade de France. Il y va le matin, et le soir même il doit aller à l'hôpital à cause des résultats des examens sanguins...

L'autre : Très brutalement donc.

JCM : Donc très brutalement. Pendant 8 à 10 jours, les médecins n'ont rien trouvé. Jusqu'au jour où, je m'en rappelle très très bien, je sortais de l'examen de chirurgie et je vais lui rendre visite... C'est une expérience qui a joué un rôle important par rapport à ma manière de voir mon métier : un médecin, le chef de clinique, me dit : « Bonjour, tu as bientôt fini la médecine, on peut se tutoyer... ». Je n'avais pas saisi qu'il y avait un truc bizarre derrière. Puis il me dit : « On a découvert que ton frère a une maladie d'Hodgkin, au stade 4, le pronostic n'est pas bon, et on s'est dit, comme t'es bientôt médecin, ça serait bien si c'était toi qui le lui disais ».

L'autre : Ah !

JCM : Et j'ai été suffisamment stupide pour le faire. Mon frère a

éclaté de rire en s'écriant : « Mon espérance de vie en a pris un sacré coup aujourd'hui ! » Bref, là-dessus, il a quand même décidé d'aller en France mais il faisait des allers-retours entre la Suisse et Paris. Ça n'a vraiment pas tenu longtemps. Ces voyages le fatiguaient trop.

J'avais donc prévu de partir au Nicaragua début 81. Là-dessus, je me suis dit que je ne pouvais pas partir. J'ai repoussé mon départ. C'était compliqué. Finalement je suis parti une semaine avant qu'il ne meure, ce qui est un peu particulier, mais quoi qu'il en soit cette maladie et la mort de mon frère ont joué un rôle important. Par la suite je me suis beaucoup intéressé au deuil, vraiment, la thématique du deuil a été centrale dans ma trajectoire. J'ai passé trois mois au Nicaragua. Je ne me sentais pas bien, j'étais passablement déprimé, je suis revenu en Suisse. J'y ai fait les formations nécessaires pour la spécialisation en pédopsychiatrie, avec l'idée que, quand je les aurai finies, je retournerai au Nicaragua, cette fois pour y travailler. Ce que je fis en 1987 avec une petite ONG, Groupe Volontaires Outre-Mer. Cette ONG ne proposait pas de postes de travail, mais elle était d'accord de soutenir des personnes s'engageant comme « volontaires » dans un pays du Sud, à condition qu'elles y trouvent elles-mêmes un boulot.

L'autre : Pour ponctuer ce moment de ta vie, au moment où tu repars pour aller finalement vivre au Nicaragua, tu as une idée bien arrêtée de ce que c'est la médecine, de ton désir de pédopsychiatrie et d'un engagement politique. Peut-on dire à ce moment-là que tu es un adulte bien déterminé dans ces idées ?

JCM : Ouais...

L'autre : Parfois, on ne sait pas bien ce qu'on cherche dans le voyage ou dans le départ. Là tu avais des idées bien claires ?

JCM : J'avais un certain nombre d'idées claires si ce n'est que je ne

savais pas encore précisément ce que j'allais faire au Nicaragua.

L'autre : Tu as travaillé en tant que pédopsychiatre ?

JCM : Au départ, j'ai travaillé dans un hôpital, puis un projet s'est construit... dans le champ de la pédopsychiatrie au sens large, incluant la promotion de la santé.

J'avais déjà une sensibilité certaine par rapport à « la manière de soigner ». Un livre comme celui de Jean Carpentier, *Médecine générale*, publié par Maspero² en 1977, m'avait influencé. Je m'étais aussi un peu familiarisé avec la promotion de la santé dans les pays du Sud, avec l'éducation populaire, avec le rôle clef des promoteurs de santé.

L'autre : Avant de partir ?

JCM : Avant de partir. En 1978 déjà, j'avais passé 6 mois en Tanzanie pour y étudier le système de santé mis en place par le gouvernement de Julius K. Nyerere³. Plus tard j'ai lu *La pédagogie des opprimés* de Paulo Freire (1974), puis je suis tombé sur le livre de David Werner, dans sa traduction espagnole, *Donde no hay doctor*. Les fils de toutes ces inspirations se sont réunis lorsque j'ai eu la chance d'être contacté par la Casa de Apoyo al Combatiente, (la Maison d'appui aux combattants). Depuis 1982, la Contra, financée par les États-Unis, menait une guerre contre le gouvernement sandiniste. Une guerre, dite « de basse intensité » selon les termes frauduleux du président Ronald Reagan. Elle se passait dans les campagnes, les montagnes, où il n'y avait aucun psy. Les rares psys exerçaient dans les villes où la seule chose qu'on y voyait de la guerre, c'étaient les cercueils des soldats ramenés aux familles.

L'autre : La Maison d'appui aux combattants, qu'est-ce que c'était ?

JCM : Une année et demi après mon arrivée, j'ai été contacté par des membres qui avaient appris ma formation en pédopsychiatrie. C'était justement leur association qui avait

la lourde tâche de rendre les corps aux familles. Ils assuraient ensuite aussi un soutien économique et social aux veuves et aux orphelins. Ces militants m'avaient demandé ce qu'on pourrait faire à titre préventif, sur le plan psychologique, au moment de rendre les corps et par la suite. Car aucun d'entre eux n'était professionnel de la santé mentale. Les questions de la perte et du deuil, de travailler avec des non-professionnels, faisaient écho en moi, et j'ai accepté avec enthousiasme de collaborer avec eux.

Cela a rapidement débouché sur l'idée que j'ai ensuite proposée au ministère de la Santé ainsi qu'au ministère du Bien-être social : former des non-professionnels dans les campagnes, dans les régions affectées par la guerre, pour développer des actions de prévention auprès des familles touchées dans ces communautés reculées. En lien bien sûr avec la Maison d'appui aux combattants.

L'autre : Peux-tu en dire plus sur la prévention et l'accompagnement au deuil ?

JCM : On appelait « prévention » une forme d'accompagnement.

Par chance j'ai eu un contact avec une ONG, Radda Barnen, section suédoise de « Save the Children » qui a rapidement décidé de financer ce projet, y injectant pas mal d'argent. J'ai également très tôt collaboré avec des collègues « internationalistes »⁴, dont Isabel Eiriz aujourd'hui décédée et Nathalie Thomas avec qui j'ai gardé le contact : elle travaille actuellement à Bruxelles dans la santé communautaire – à l'époque, elle était une toute jeune psychologue qui venait de sortir de Louvain-la-Neuve. L'écho a aussi été bon sur place. Nous avons pu créer rapidement une équipe forte de 40 à 50 psychologues, psychiatres, travailleurs sociaux, enseignants locaux qui allions régulièrement dans les campagnes pour former des groupes de promoteurs de la santé, qui pouvaient être des paysans, des femmes

2 Carpentier, J. (1977). *Médecine générale*. Éditions François Maspero. Jean Carpentier (1935-2014) était un médecin généraliste français. <https://www.maisonmedicale.org/hommage-a-jean-carpentier/>

3 Julius K. Nyerere (1922-1999), premier président de la Tanzanie qu'il gouverna de 1964 à 1985. Il est particulièrement connu pour son idée de villages *Ujamaa*.

4 Ainsi appelait-on alors au Nicaragua les volontaires venus des quatre coins du monde qui apportaient leur expertise professionnelle, avec une motivation aussi politique.

qui travaillaient dans les champs ou à la maison, des enseignants du village ou des infirmières des centres de santé, en bref tous ceux qui étaient intéressés à s'impliquer dans ce projet.

L'autre : Toi, plus précisément, tu allais donc dans les campagnes, sur des lieux où il y avait des morts dus à la guerre. Comment tu aidais à affronter cette réalité de la guerre ?

JCM : Notre forme pédagogique s'inscrivait dans l'éducation populaire, alors très présente au Nicaragua.

Il y avait eu la campagne d'alphabétisation en 1980 pour laquelle avaient été formés des jeunes de 15/16 ans qui allaient dans les régions reculées pour y alphabétiser des adultes : au lendemain de la révolution le taux d'alphabétisation était très faible.

Le contexte favorisait le mode multiplicateur : on multipliait les savoirs pour qu'ils aillent loin, c'était la méthodologie. Il ne s'agissait pas de dire aux gens ce qu'il fallait faire dans ces situations compliquées, mais plutôt d'essayer de créer un savoir à partir de leurs expériences. Alors on partait des expériences que les gens, les futurs promoteurs avaient eues, dans des situations de pertes et de deuils.

Très vite, le projet s'est étendu à des thèmes qui n'étaient pas directement liés à la guerre, à des problématiques sociales, scolaires, etc., avec cette idée très forte de faire que les personnes soient les auteurs des projets qu'ils allaient mener. L'éducation populaire, cette approche communautaire, je l'appelle aujourd'hui « approche communautaire radicale » (Knecht & Métraux, 2024). Par rapport à la guerre, l'idée était d'atteindre les régions touchées ou susceptibles de l'être. J'ai toujours été extrêmement prudent personnellement, il y avait eu des Suisses morts lors d'embuscades. On réunissait les promoteurs dans une petite ville ou une petite bourgade où il y avait peu de risques. Ils y venaient pour les séminaires de villages environnants, parfois plus éloignés.

L'autre : Tu travaillais avec des gens qui étaient très proches de la guerre et avec qui tu pouvais appliquer une méthodologie, que tu appelles approche communautaire radicale pour les aider à créer, à formaliser peut-être, des approches d'aide aux personnes endeuillées, on peut dire ça comme ça ?

JCM : Oui mais on ne se centrait pas d'abord sur le deuil. Les personnes s'engageaient pour participer sur une certaine durée ; c'était un travail bénévole mais en même temps Radda Barnen offrait des crayons, des cahiers. Lors des séminaires, durant 2 à 3 jours, le transport, l'hébergement, la nourriture étaient offerts. Sur le plan méthodologique, on partait d'un diagnostic communautaire : quels sont les problèmes que rencontrait leur communauté vis-à-vis desquels ils aimeraient trouver des réponses. C'étaient des groupes d'une vingtaine de personnes. C'est vrai que le thème de la perte et du deuil surgissait à chaque fois.

Et alors, si on prend l'exemple de la perte et du deuil, la suite se déroulait en trois étapes : on partait des expériences vécues, grosso modo ; « Pensez à une expérience de perte, de deuil que vous avez vécue que vous avez eu l'impression d'avoir surmontée peut-être il y a très longtemps. Qu'est-ce qui vous a aidé, qu'est-ce qui ne vous a pas aidé dans cette situation ? ». Ensuite il fallait amener le groupe à se mettre d'accord sur une forme de théorie de l'accompagnement, à partir de ce que chacun avait dit : « oublier ça aide », « oublier ça n'aide pas », etc. Ce savoir collectif était la première étape. Ensuite on essayait de le tester, entre autres par des jeux de rôle, puis petit à petit par des actions auprès des membres de leur communauté. Finalement, des formes de supervisions / interventions de ces actions étaient réalisées.

Le Nicaragua n'est pas un très grand pays, c'est trois fois la Suisse, mais c'est quand même très divers au niveau de la population. Ce projet s'est agrandi et il a été présent dans beaucoup de régions du pays et entre

autres aussi dans la région de la côte atlantique, qui est peu accessible, en tout cas à l'époque. Elle avait été autrefois colonisée par les Anglais, les habitants, dont beaucoup de descendants d'esclaves venus d'Afrique, parlent donc anglais ou plutôt créole, mais aussi des langues natives : miskito, sumo et rama. Au niveau anthropologique, il y a des croyances différentes du reste du pays. Il n'y avait pas de route, les promoteurs voyageaient en bateau, etc. Donc, il y avait une multiplicité culturelle. L'idée intéressante dans ce projet était de pouvoir l'ajuster à ces divers univers.

J'étais parti avec ma compagne de l'époque et mes deux premières filles. Quand nous sommes arrivés, la première avait 10 semaines, l'autre avait 3 ans. Franchement j'étais peu présent à la maison, je dois avouer, pas super assidu aux tâches quotidiennes parce qu'il fallait voyager. Je travaillais aussi beaucoup la nuit (maintenant je n'y arriverais plus !), et j'ai aussi écrit deux livres en espagnol pour les promoteurs : c'étaient plutôt des compilations de leurs savoirs, des savoirs tirés de leurs expériences. Le premier s'intitule *Los niños víctimas de la guerra* (1990) et le second *El niño, la familia y la comunidad* (1995) où étaient abordées d'autres questions que la guerre, tels que la grossesse et l'accouchement, le cycle de vie de la famille, les rôles de parents et de conjoints, la relation aux grands-parents, l'abandon, la maltraitance, etc.

L'autre : C'était un travail anthropologique ?

JCM : Oui sans que je n'aie étudié l'anthropologie, mais oui, je me suis intéressé à l'anthropologie. Lors de mon séjour en Tanzanie, j'avais déjà une démarche anthropologique dans ma manière d'aborder les choses : j'avais appris le swahili que j'ai complètement oublié.

Il faut peut-être revenir à l'histoire de mon frère. Je le répète, ce deuil avait été difficile... Mon frère s'était beaucoup intéressé à l'anthropologie

et il avait lu énormément de livres que j'ai retrouvés dans sa bibliothèque. Comme on était en colocation, je les voyais mais je n'en lisais pas forcément beaucoup. J'ai trouvé aussi ensuite un journal dans lequel il parlait d'auteurs qu'il avait entendus pendant les quelques mois qu'il avait passés à Paris, dont Maurice Godelier qui inspirera plus tard mon concept de *paroles précieuses*. Pour moi, au Nicaragua, il y avait une forme de démarche anthropologique dans le sens de s'approcher de la population, de l'entendre, d'essayer d'éviter de transférer notre savoir du Nord dans le Sud.

L'influence de Cornelius Castoriadis a aussi été décisive : *Socialisme ou barbarie*⁵, *L'institution imaginaire de la société* (1975), *Les carrefours du labyrinthe*⁶, beaucoup d'idées qui m'ont imprégné. D'ailleurs, c'est marquant, coïncidence, j'ai reçu hier un mail de David Curtis, qui répertorie inlassablement tous les textes dans lesquels Castoriadis apparaît, tous les auteurs qui se sont inspirés de lui⁷. Je l'avais rencontré lors de colloques sur Castoriadis. Il m'a écrit : « Je suis tombé sur un texte que vous avez écrit : "Nicaragua, psychologie, famille et révolution" mais il n'y a pas d'année. Vous y faites beaucoup référence aux *significations imaginaires sociales* de Castoriadis ». C'est un texte que j'avais publié en 1989, pendant que j'étais au Nicaragua, dans une éphémère et discrète revue lausannoise qui s'intéressait à l'Amérique latine et qui s'appelait *Condor*. Je ne sais pas comment il a réussi à trouver ce truc ! Castoriadis m'intéressait à ce moment-là parce que sa lecture de l'autonomie, en tant que *signification imaginaire sociale*⁸, croisait mes réflexions sur le deuil.

L'autre : Revenons à ton frère.

JCM : Entre l'année 82, la mort de mon frère, et puis 87, mon départ au Nicaragua, j'ai fait ma formation dans un lieu d'inspiration psychanalytique à Genève en pédopsychiatrie. J'y fus l'une des deux seules personnes à qui le médecin-chef, Juan

5 *Socialisme ou barbarie* est une revue publiée entre 1949 à 1967 par l'organisation militante portant le même nom, dans laquelle Cornelius Castoriadis et Claude Lefort ont joué un rôle déterminant. Elle a été publiée en plusieurs volumes aux Éditions 10/18.

6 Six tomes écrits par Cornelius Castoriadis de 1978 à 1999 aux éditions du Seuil.

7 Cornelius Castoriadis Agora International Website, <https://agorainternational.org/fr/>

8 Les *significations imaginaires sociales*, concept essentiel de Castoriadis, désignent pour lui le noyau de l'imaginaire d'une société.

Manzano, permit de suivre en même temps une formation à l'approche systémique, au Centre d'étude de la famille à Lausanne. Là j'y ai connu un psychiatre, Luc Kaufmann, une psychologue, Elizabeth Fivaz, et son mari Roland, physicien, qui avaient développé un « modèle de l'enca-drement » (1982), s'inspirant entre autres de la physique, avec l'idée de formuler les principes favorisant le développement de l'autonomie. Elisabeth avait beaucoup travaillé sur les bébés, sur la relation parents/bébé, et y avait détecté l'importance de la constance et de l'ajustement parental.

J'ai continué donc, pendant que j'étais au Nicaragua, à m'intéresser à l'autonomie et aux facteurs la favorisant. L'atmosphère s'y prêtait. J'ai lu et relu Castoriadis qui pointe et oppose deux significations imaginaires sociales présentes conjointement en Occident – je dirais aujourd'hui le Nord – depuis l'aube de la modernité : la maîtrise et l'autonomie. J'étais bien embêté. J'étais convaincu que le parcours de nos deuils constituait un facteur clé dans l'émergence de l'autonomie, au sens originel de « se gouverner soi-même », et déterminait la bifurcation entre maîtrise et autonomie. Mais Castoriadis ne parle jamais de deuil. D'ailleurs, il ne propose rien non plus qui permette de favoriser, au sein de la société, l'éclosion puis la diffusion de l'autonomie, en tant que signification imaginaire sociale. Il insiste seulement sur la nécessité d'une conscience partagée de l'irréversibilité radicale de la mort.

Pour moi, derrière tout ça, il y avait toujours ce projet politique de pouvoir changer un peu le monde où nous vivons. Et, au Nicaragua, dans nos formations de promoteurs, je voyais, littéralement, s'exprimer le potentiel de créativité du deuil. N'y avait-il pas quelque chose à penser au niveau théorique ? J'ai écrit le brouillon d'un texte que je me suis permis d'envoyer fin 89 à Cornelius Castoriadis, et aussi à Edgar Morin dont j'appréciais les écrits. Morin ne

m'a jamais répondu mais Castoriadis oui, une lettre manuscrite m'invitant à aller chez lui à Paris échanger à ce sujet. Nous avons donc parlé mais je me sentais trop impressionné pour qu'il y ait un dialogue fructueux ! J'ai toutefois tiré plus tard un article du brouillon que je lui avais transmis : « Le deuil au carrefour des déterminants de l'autonomie » (1991).

Tout ça pour dire que cette période Nicaragua a joué un rôle charnière : il y avait mon propre deuil d'un frère, il y avait ces approches communautaires qui allaient continuer de m'inspirer par la suite, et puis il y avait ces réflexions sur « deuil et autonomie » que je poursuivrai également.

L'autre : Penses-tu que le détour par une autre société, sans doute une autre culture, t'a accompagné dans ta propre créativité par rapport au deuil de ton frère ?

JCM : Oui je pense. Quand mon frère est mort, ça faisait 8 jours que j'étais parti au Nicaragua et par chance, j'ai pu trouver un avion pour rentrer pour ses funérailles et je suis arrivé à Lausanne deux heures avant la cérémonie. Ma famille est protestante d'origine, non pratiquante, mais les rituels protestants sont vraiment très...

L'autre : Restreints ?

JCM : Très restreints, c'est le moins qu'on puisse dire. Ma famille en plus est toute petite. Donc on n'était pas nombreux : un petit repas... et puis une semaine après, je repars... Je suis parti cette fois avec un ami qui était aussi dans les comités de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador. Dix jours à peine après la mort de mon frère, on était donc en mars, il était mort le 1^{er} mars, nous étions dans un endroit qui s'appelle San Antonio, une petite ville autour d'une raffinerie de sucre. Comme cet ami, René Holenstein, était alors président des comités de solidarité suisses, nous sommes passés au syndicat des travailleurs de la raffinerie. Tout le monde était en émoi. Ce jour-là, San Antonio pleurait son

premier mort de la guerre déclarée par la Contra. Ils nous ont vite considérés comme des invités officiels et ils nous ont demandé de participer aux funérailles. C'était symboliquement très fort : le premier mort du coin, mort à cause de la guerre. Il y avait un immense cortège et ils nous ont mis dans les premiers rangs. Ensuite, il fallut passer devant le cercueil qui était ouvert, passer toute la nuit à boire des cafés avec les habitants, avec la famille. Alors que mon frère, je ne l'ai jamais vu mort.

L'autre : Tu ne l'as pas vu mort ?

JCM : Il était dans le cercueil qui était déjà fermé à ce moment-là.

L'autre : Ah oui, tu as dû vivre émotionnellement des choses très très fortes.

JCM : La différence, à une dizaine de jours d'intervalle, était complètement folle.

L'autre : Quand se terminera ta période nicaraguayenne ?

JCM : Mon séjour à plein temps a duré jusqu'en janvier 1990, un mois avant les élections du 25 février 1990⁹ qui signifieraient la fin de l'expérience sandiniste¹⁰. Il était prévu avec ma compagne d'alors et nos enfants que nous rentrerions à cette date. Mais j'ai continué pendant 3 ans de me rendre régulièrement au Nicaragua pour soutenir notre projet qui se terminera en 94.

L'autre : Tu as fait une expérience très stimulante sur le plan intellectuel, sur le plan affectif, sur le plan émotionnel... Tu reviens en Suisse avec une expérience de santé communautaire, une expérience anthropologique, une expérience intellectuelle aussi avec Castoriadis. Je voudrais que tu nous expliques, comment tu articules tout ça pour t'intéresser à la migration. Et comment tu as utilisé les fameuses « paroles précieuses » que tu as trouvées auprès de ton frère ?

JCM : Par hasard. L'époque était un peu différente d'aujourd'hui. Au Nicaragua, on n'avait pas WhatsApp,

les téléphones coûtaient très chers, la communication avec la Suisse n'était pas simple, il fallait écrire des lettres... J'avais des échanges épistolaires avec une amie infirmière, Janine Derron, qui avait commencé à travailler avec une femme au rôle précurseur, ici à Lausanne, au sein de la Croix Rouge locale. Elle s'appelait Marie-Jeanne Delessert et avait imaginé un projet original de soins infirmiers pour les requérants d'asile.

L'autre : Nous sommes dans les années 90 ?

JCM : Oui. À mon retour en Suisse, en 1990, cette amie m'a mis en lien avec François Fleury¹¹, un ethnothérapeute qui déjà collaborait avec les infirmières du jeune projet de la Croix Rouge. Mon propre souhait était de transférer vers le Nord des savoirs acquis au Sud : comment imaginer que ces méthodes communautaires participatives puissent aussi se développer chez nous ? Janine Derron et François Fleury ont été séduits par l'idée et nous avons cherché à la concrétiser dans un foyer pour requérants d'asile qui s'appelait « La Grangette », qui n'existe plus. Cette amie y travaillait et avait des liens avec les assistants sociaux. Comme il y avait une bonne dynamique dans ce lieu, on pouvait imaginer quelque chose là-bas. Avec des travailleurs sociaux et des requérants habitant dans le foyer, intéressés par les approches communautaires, nous avons créé un premier groupe que nous avons appelé Lokole, du nom d'un instrument de musique dans un coin du Congo. En parallèle, je travaillais dans le Centre d'études de la famille dont j'ai déjà parlé, y réalisant une recherche sur les thérapies de couple. J'y voyais aussi des familles. Avec des collègues psychothérapeutes qui y travaillaient, et quelques autres actifs dont François Fleury, nous nous sommes mis au même moment à réfléchir à un espace de consultation pour les familles venues d'ailleurs.

Finalement, parmi les femmes assistantes sociales qui travaillaient à la

9 Violetta Chamorro, candidate de l'opposition de droite, gagna les élections.

10 Daniel Ortega et le Front sandiniste revinrent au pouvoir en 2007, et y sont toujours. Mais cela n'a plus grand chose à voir avec l'expérience 1979-1990...

11 Dans le canton de Vaud, François Fleury fut très certainement le premier thérapeute à offrir aux demandeurs d'asile des consultations à résonance ethnopsychiatrice.

Grangette, se trouvait Marianne Adler qui avait participé à un événement marquant à Lausanne : la grève des femmes du 19 juin 1991, dont une 2^e édition eut lieu le 19 juin 2021.

L'autre : Qu'est-ce que la grève des femmes ?

JCM : Dans une ambiance très multicolore, l'idée était de faire entendre la parole des femmes : pendant un jour elles ne feront pas la vaisselle, pendant un jour elles n'iront éventuellement pas travailler, pendant un jour elles n'iront pas au cinéma avec leur mari, etc. Lausanne n'a pas connu énormément de grandes manifestations mais il y eut une très forte mobilisation en 91. Un groupe de femmes s'était réuni à cette occasion pour penser un centre pour femmes migrantes.

Ces trois groupes étaient reliés par la présence de l'un ou l'autre d'entre nous. Deux se sont rapprochés : Lokole, le groupe qui pensait à l'approche communautaire et à une approche thérapeutique pour les migrants et ce groupe de femmes. En mai 92, on a décidé de créer ensemble l'association Appartenances.

L'autre : La naissance d'Appartenances c'est 1992 ?

JCM : Oui, et en 93 nous avons trouvé des locaux.

L'autre : Dans les années 90, quelle était la principale migration ?

JCM : Quand on a commencé Appartenances, il y avait la guerre en ex-Yougoslavie mais la migration des ex-Yougoslaves avait précédé la guerre. En Suisse, il y a eu beaucoup de travailleurs émigrés italiens à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, puis les Espagnols, ensuite les Portugais et les Yougoslaves. Ils constituaient une migration « traditionnelle », on va dire, ce qui fait que, quand il y a eu la guerre, il y avait déjà beaucoup de gens ici de Bosnie, du Kosovo, de Serbie. Beaucoup d'autres sont venus avec la guerre, dès 1992, pour rejoindre leur famille, ce qui fait

que proportionnellement, avec l'Allemagne, la Suisse est le pays qui a reçu le plus de Bosniaques. Au début, à Appartenances, entre le tiers et la moitié des personnes avec lesquelles on travaillait venaient d'ex-Yougoslavie. Mais d'autres populations nous visitaient : des personnes irakiennes, des personnes latino-américaines. Il y avait déjà eu une immigration assez forte au moment du coup d'État au Chili, puis des réfugiés colombiens, brésiliens, etc. Une très grande différence avec la France, c'est que la migration africaine a été proportionnellement beaucoup moins importante, qu'il s'agisse de l'Afrique du Nord ou centrale. Il y a eu cependant aussi beaucoup de Somaliens, d'Angolais et de Congolais. L'idée initiale d'Appartenances, c'était de ne pas seulement se préoccuper de personnes qui venaient de pays en guerre, ou qui venaient de lieux avec des cultures très différentes de la nôtre. L'idée était de pouvoir aussi travailler avec des familles migrantes traditionnelles. Je me suis mis à travailler avec beaucoup d'adultes, mais j'ai gardé cette sensibilité évidemment par rapport aux enfants et aux difficultés que ceux-ci rencontraient, dans leur intégration scolaire, sur le plan psychologique, etc.

L'autre : Appartenances a été très novatrice en ce qui concerne les questions d'interprète, vous avez beaucoup œuvré aussi pour former des interprètes et surtout pour rendre officiel le métier d'interprète. C'était une grande avancée ?

JCM : La chance énorme d'Appartenances est qu'on a reçu très vite un énorme soutien financier à la fois communal, cantonal et fédéral. Il n'existait rien de similaire ici dans le canton de Vaud ou même de façon plus large en Suisse romande. Appartenances a grandi très vite, je mentionne ça avec une reconnaissance pour les autorités.

L'autre : Comment tu t'expliques cela ? Est-ce que ça s'inscrit dans une tradition suisse ?

JCM : L'hospitalité suisse n'a jamais été géniale avec les émigrés, encore moins avec les réfugiés, à l'exception des Hongrois en 1956. Un documentaire sur l'immigration chilienne en Suisse, *La barque n'est pas pleine* (2014), le montre. La Suisse, vis-à-vis des Italiens et des Espagnols, avait été aussi tout sauf généreuse : en 1970 et 1972, il y a eu les initiatives de James Schwarzenbach, un homme de droite en Suisse allemande. Il a lancé une initiative, que de nombreux citoyens ont signée¹², pour limiter la population étrangère. Elle aurait impliqué l'expulsion de Suisse, en 70, de la moitié des Italiens et des Espagnols !

Comme je l'écris dans *La migration comme métaphore* (2011), l'approche des migrants a ensuite évolué de manière globale. Il y a eu entre le milieu des années 70 et le milieu des années 90, et pas seulement en Suisse, un changement de perception de l'autre, une plus grande proximité avec l'autre, en tout cas dans certaines couches de la population. Les actions militantes se sont multipliées. Ceci a fait, et ce n'est pas un hasard, qu'il y a eu beaucoup de nouveaux projets, que ce soit Appartenances en Suisse, les consultations d'ethnopsychiatrie et l'association Primo Levi¹³, etc., en France. Pendant vingt ans il y a eu une conjoncture globale favorisant. Nous, sur le plan cantonal, nous avons eu beaucoup de chance, parce qu'un médecin cantonal, qui avait donc une fonction importante, qui appartenait à un parti de droite mais avait une pensée de gauche par rapport aux migrants, nous a vraiment soutenus, énormément : Jean Martin. Sur le plan fédéral... en Suisse, on n'a pas de ministère de la Santé. L'Office fédéral de la santé publique, l'OFSP, a un nombre de tâches limité, dont la prévention des épidémies. Il a par exemple été très actif au moment du COVID, mais aussi à l'époque du VIH. Une des prérogatives de l'OFSP, depuis l'arrivée des Italiens après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, était de prévenir que des migrants

viennent infester les Suisses avec la tuberculose et d'autres maladies. Donc il s'occupait aussi un petit peu des questions de migration. À Berne, autour de 1990, l'OFSP a pressenti qu'il ne pouvait pas faire le même type de prévention du VIH avec les communautés migrantes qu'avec les Suisses. Ils ont engagé des médiateurs migrants, ce qui révélait une sensibilité nouvelle vis-à-vis de l'altérité. Tout à coup l'autre, le médiateur, pouvait nous apprendre quelque chose ! Et quand on a décidé, à Appartenances, effectivement très précocement, en 94-95, de commencer une première formation d'interprètes-médiateurs-culturels¹⁴, on a très vite reçu un bon écho de l'OFSP. À la même époque, dans d'autres grandes villes, Genève, Zurich, Berne, Bâle, il y a eu des structures différentes qui se sont mises à penser aux questions d'interprétariat. La chance, c'est que l'OFSP a décidé de réunir durant un week-end, à Thoune en Suisse allemande, toutes les personnes qui réfléchissaient aux questions d'interprétariat. Cet office a aussi engagé deux femmes pour faire une recherche sur les pratiques et les théories dans ce domaine dans divers pays du monde : en Australie, aux États-Unis, en Scandinavie, etc. Puis il a soutenu mordicus non seulement la conception de nouvelles formations mais une reconnaissance du statut de l'interprète. Appartenances a joué un rôle très important parce que très vite on avait effectivement décidé de travailler avec des interprètes. Au départ ils étaient bénévoles.

En 2004, a été créé un certificat d'interprète, dit d'interprète-communautaire, plus tard un brevet. Appartenances a joué un rôle moteur. Surtout on a conçu la formation dans une optique communautaire-participative : comment penser le travail de l'interprète à partir de leurs expériences d'interprètes bénévoles, plutôt que d'amener une théorie de l'extérieur en tant que médecins ou psychologues. Pour nous, il fallait aussi que les interprètes puissent

12 En Suisse, les citoyens jouissent du droit d'initiative (à ne pas confondre avec un référendum). À la condition de réunir cent mille signatures, ils peuvent demander l'approbation d'un nouvel article constitutionnel ou la modification d'un article existant. L'initiative est alors soumise au peuple, en votation.

13 « Le Centre Primo Levi est une association spécifiquement dédiée au soin et au soutien des personnes victimes de la torture et de la violence politique exilées en France », <https://primolevi.org>

14 Ainsi nommait-on alors en Suisse les interprètes actifs dans les domaines de la santé, du social et de l'éducation. En 2004 leur profession, désormais officiellement reconnue, a pris le nom d'*interprète communautaire*.

intervenir globalement dans les domaines de la santé, du social et de l'éducation...

Mais, plus les années passent, plus c'est compliqué de maintenir ce cap. Je veux dire... au niveau fédéral, pour le certificat et le brevet, les exigences en termes de savoirs linguistiques et académiques s'accroissent alors que diminue de plus en plus la part accordée au savoir expérientiel.

L'autre : Les « paroles précieuses » viennent de cette expérience avec Appartenances ?

JCM : J'ai été le président d'Appartenances pendant plusieurs années, médecin-responsable, directeur jusqu'en 2001. Entre-temps, un prof de psychologie que j'avais aussi connu au Centre d'étude de la famille, Nicolas Duruz, m'a demandé si j'étais d'accord de proposer un cours en tant que chargé de cours à l'université de Lausanne. Je l'ai commencé en 97, il s'appelait « Santé et migration », puis « Santé et migration, santé et altérités »¹⁵. Dans ma pratique clinique à Appartenances, la nécessité de repenser le lien avec les patients migrants était devenue de plus en plus évidente. L'idée, inspirée par le projet communautaire nicaraguayen, était de nourrir ce lien de réciprocité. J'avais donc retrouvé en 82, dans le journal de mon frère, des notes sur une conférence que Maurice Godelier avait donnée à l'École des hautes études en sciences sociales : elles étaient dithyrambiques. Je me suis mis à lire un ou deux livres de lui puis, bien plus tard, à sa parution en 1996, je me suis procuré *L'énigme du don*. Il part du point de vue de Marshall Sahlins (1976) qui réfléchit sur l'échange de dons, en termes quantitatifs, dans ce qu'il appelait les 3 cercles : la maisonnée dans laquelle il y aurait une réciprocité généralisée sous forme de redistribution, les alliés et les amis, avec lesquels s'établirait une forme de réciprocité équilibrée, et le cercle des autres, des ennemis, qui secrèterait une réciprocité négative.

Godelier, dans *L'énigme du don* (1996), propose de ne pas seulement s'intéresser à la valeur quantitative des dons échangés, mais à leur valeur qualitative. Il crée les concepts d'objets monnaies, d'objets précieux et d'objets. Ses idées avaient émergé dans sa longue enquête sur les Baruyas (1982) en Nouvelle-Guinée. Les objets précieux sont des objets qui portent en eux la valeur accordée par le donateur au donataire, et donc ils valent plus que ce qu'ils valent en termes monétaires. L'échange d'objets précieux, réciproque, favorise donc le tissage de liens communautaires. Ça m'a fait une espèce de tilt. Le tilt c'est que l'on peut parler de dons de paroles et pas seulement de dons d'objets. Peut-on penser alors que des paroles précieuses soient des équivalents d'objets précieux et que ces *paroles précieuses*, ce soient ces paroles qui portent en elles la confiance que j'ai en l'autre, et que l'on ne dit pas à n'importe qui pour éviter qu'elles ne soient trahies, et la confiance avec ? Aux psys qu'ils rencontrent, les patients font part de *paroles précieuses* lorsqu'ils parlent de leurs souffrances, peut-être de leurs espoirs, de choses qu'on ne va pas dire à n'importe qui. En revanche, les professionnels de la santé d'habitude se découvrent peu. Sur ce plan il n'y a pas de réciprocité. L'échange est inégal. Comme dans les économies coloniales et néocoloniales, le précieux circule à sens unique du Sud, des Sud, d'où viennent nos patients migrants, vers le Nord, notre Nord. Cela m'a amené à repenser le lien avec les patients, à proposer l'expression de paroles précieuses de la part des intervenants, pas seulement des psys. Puis s'est logiquement développée l'idée de reconnaissance : nous devons absolument reconnaître la valeur précieuse des mots que nos patients nous offrent. Ce qu'il y a aussi d'intéressant pour moi dans le concept de *paroles précieuses*, c'est le deuil qu'il révèle : à chaque fois que j'en parle, j'utilise, je plante le souvenir de mon frère, les souvenirs positifs que j'en ai gardés,

15 Ce cours, et la pédagogie que j'y ai développée, elle-même inspirée par l'approche communautaire participative, a été récemment l'objet d'un livre collectif, co-écrit avec d'anciens étudiants et coordonné par Moraya Knecht et moi-même : *Un café comme métaphore. Déconfiner universités et pédagogies*, 2024, éditions Antipodes.

des souvenirs qui sont là, qui seront toujours là. Je les plante dans la terre du présent pour créer des liens, créer un avenir. J'ai l'impression que ça fait partie de mon processus de deuil, qui continue de se poursuivre d'une certaine manière, un deuil créateur. Je reviens au lien entre deuil et autonomie, deuil et création : dans mon expérience personnelle aussi, le deuil est le ferment de mon autonomie, le deuil est le ferment de ma création.

L'autre : C'est très beau ! Et aujourd'hui qu'est-ce que tu fais ?

JCM : En 2001 j'ai arrêté de travailler directement à Appartenances, à part des formations, des supervisions. En 2001, j'y avais un rôle vraiment très important, au niveau de la recherche de fonds notamment, ça m'épuisait... Ma compagne à ce moment-là, avec qui j'ai aussi une fille, était d'origine bosniaque. On est allé pendant un an et demi à Sarajevo où j'ai, entre autres, continué d'essayer de mener à terme mes réflexions sur le deuil. J'ai écrit *Deuils collectifs et création sociale* (2004). En revenant à Lausanne, je me suis senti un peu désœuvré après l'énorme activité que j'avais eue au Nicaragua, ensuite avec Appartenances... J'avais toujours cet enseignement à l'université mais il était vraiment à temps très partiel et il fallait bien que je vive. Amilcar Ciola, psychiatre d'origine argentine qui s'intéressait de longue date à la migration et avait participé aux débuts d'Appartenances, me secourut. Je lui dois beaucoup. Il fut dans les années 80 l'un de mes enseignants au Centre d'études de la famille, ainsi que mon superviseur. Ses talents de formateur et de conteur, y compris en thérapie, m'ont beaucoup inspiré¹⁶. Et en ce moment de désarroi, il me prêta son local de consultations quelques heures par semaine. Mais très vite son concierge eut une dent contre mes patients et me chassa. Un autre de mes anciens enseignants en thérapie de famille, bien connu en Suisse romande, Gérard Salem, me sous-loua un bureau au sein de sa Consultation

interdisciplinaire de la maltraitance intrafamiliale, mais... il fallait que je recrée quelque part quelque chose.

J'ai commencé à engager des psychologues qui sont remboursés par les assurances¹⁷, des personnes qui avaient ou non travaillé avec moi à Appartenances. Cette équipe s'est constituée petit à petit : pour moi il fallait essayer d'instaurer des liens les plus horizontaux possibles entre nous, même si j'avais la responsabilité du cabinet. Le concept de reconnaissance mutuelle, il fallait le faire vivre dans les relations aussi entre collègues : et pas seulement avec les patients. Nous nous sommes dit qu'une déclaration d'intention n'était pas suffisante parce qu'il y avait une asymétrie du seul fait que j'étais l'employeur : nous avons donc créé une association en parallèle, qui s'appelle « Nous Autres ». Au départ, l'association n'avait qu'une seule volonté : trouver des modalités qui favorisent l'horizontalité dans notre collaboration aussi bien que dans notre travail avec nos patients. Au fil des années, à l'initiative d'un interprète de longue date, est né un projet plus concret. J'avais développé ma propre conception de l'interprétariat (2002) et l'appliquais avec lui : je lui donnais un rôle actif dans les consultations, qu'il puisse exprimer ses émotions, partager si c'était pertinent des expériences de vie. Un beau jour, cet interprète de langue albanaise, qui traduisait aussi pour le bosniaque, a suggéré de pouvoir travailler parfois seul, sans psy ! Il avait imaginé un projet d'accompagnements communautaires, mené de façon autonome par des interprètes. Nous l'avons ensuite peaufiné avec les membres de Nous autres. L'interprète devenu accompagnateur accompagnerait des personnes migrantes sans travail, suivies par les services sociaux, qui souvent tendent à les considérer comme des personnes « non-intégrées », « qui ne collaborent pas », etc. Il les accompagnerait dans un processus de rapprochement avec la société d'accueil que ce soit sur le plan du travail, de la

16 Amilcar Ciola, inventé créateur, a inventé une liste infinie de concepts, mais a malheureusement très peu écrit. Rare exception : un article daté de 1995, dédié justement aux problématiques des personnes migrantes et intitulé *Comment être bien assis entre deux chaises*.

17 Depuis janvier 2023, les psychologues peuvent directement facturer leurs prestations aux assurances, mais auparavant il fallait que le psychologue soit engagé par un médecin pour pouvoir être remboursé.

langue, etc. mais en partageant ses propres expériences, en s'appuyant sur sa propre expérience de migration.

L'autre : En France on appelle ça la pair-aidance

JCM : Oui, en un certain sens. Mais l'accompagnateur a au préalable obtenu un certificat d'interprète. L'intérêt est d'utiliser tant son savoir professionnel qu'expérientiel. On a obtenu un premier fond fédéral pour commencer ce projet et ensuite, très rapidement, on a reçu une aide du canton de Vaud. Aujourd'hui cet accompagnement communautaire est reconnu par l'État comme « mesure d'insertion sociale ». Les services sociaux peuvent faire appel à Nous autres¹⁸ pour un mandat d'accompagnement de 3 mois que le canton finance, qui peut être renouvelable une, voire deux fois. Plus de cent personnes migrantes à l'aide sociale sont ainsi accompagnées chaque année. Saida Mohamed Ali, d'origine somalienne, joue le rôle moteur de la coordination des autres accompagnateurs, issus de diverses communautés.

Pour moi, le travail de consultation n'a jamais représenté la totalité de mon activité. J'ai eu vraiment la chance de pouvoir intervenir dans beaucoup d'endroits avec des éducateurs, des travailleurs sociaux, des enseignants, avec des services de psychologie ou de psychiatrie, dans des projets communautaires. Je suis convaincu par mes idées de reconnaissance, de paroles précieuses,

et je trouve que ça vaut la peine de chercher des moyens pour les diffuser. Une autre expérience a joué un rôle important : j'avais gardé contact avec cette jeune psychologue belge, Nathalie Thomas, qui avait collaboré avec moi au Nicaragua. Rentrée à Bruxelles, elle a trouvé du travail dans un centre de santé mentale, « Le Méridien », dont le directeur était Charles Burquel¹⁹, décédé en 2021. Il l'a soutenue pour développer des projets communautaires et m'a invité. Ainsi, depuis 30 ans, je vais régulièrement en Belgique, une, deux ou trois fois par année et y collabore avec pas mal de structures, entre autres des services de santé mentale dont l'association « Ulysse » que tu connais bien. Les idées de psychologie et de psychiatrie communautaires y ont une réelle vitalité. J'ai maintenant tellement d'amis en Belgique que j'ai eu récemment envie d'y organiser une fête. Pour ne pas être pour une fois celui qu'on invite, mais celui qui invite. Je l'ai réalisée dans un lieu qui a un nom assez charmant, « La porteuse d'eau ». Une trentaine de personnes avec qui j'ai collaboré sont venues, dont aussi les actrices et acteurs du spectacle *Faire quelque chose. (C'est le faire, non ?)* de Florence Minder (2022)²⁰ qui m'avait mandaté comme consultant. La Belgique m'a aussi beaucoup inspiré au cours de ces 30 ans ! Et j'y continue ces tissages d'expérience !

L'autre : Ton expérience est tout à fait passionnante, merci beaucoup ! ●

18 www.nous-autres.ch

19 Très actif pendant trente ans sur la scène psychiatrique bruxelloise, il a longtemps été président de la Ligue bruxelloise pour la santé mentale.

20 Florence Minder en a publié le scénario aux éditions L'arbre de Diane, confiant l'une des deux préfaces à Jean-Claude Métraux.

■ Bibliographie

Carpentier, J. (1981). *Médecine générale*. Petite collection Maspero, 1977.

Castoriadis, C. (1975). *L'institution imaginaire de la société*. Le Seuil.

Ciola, A. (1995). Comment être bien assis entre deux chaises. *Interdialogos*, 2, 19-22.

Fivaz-Depeursinge, E., Fivaz R., & Kaufmann, L. (1982). L'encadrement au développement, le point de vue systémique : fonctions pédagogique, parentale, thérapeutique, *Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques des réseaux*, 4-5, 63-74.

Freire, P. (1974). *La pédagogie des opprimés*. Petite collection Maspero.

- Godelier, M. (1982). *La production des grands hommes : pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*. Fayard.
- Godelier, M. (1996). *L'énigme du don*. Fayard.
- Knecht, M., & Métraux, J.-C. (dir.). (2024). *Un café comme métaphore. Déconfiner universités et pédagogies*. Antipodes.
- Métraux, J.-C. (1989). *Los niños víctimas de la guerra*. INIES. (Traduction en anglais : Métraux, J.-C. (1995). *Children Victims of War. Manual of Psycho-Social Care for Health Aides* Asmara, Radda Barnen).
- Métraux, J.-C. (1989). Nicaragua : Psychologie, Famille et Révolution, *Condor*, 3, 75-106.
- Métraux, J.-C. (1990). *El niño, la familia y la comunidad*. Editorial Ciencias Sociales.
- Métraux, J.-C. (1991). Le deuil au carrefour des déterminants de l'autonomie, *Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux*, 14, 165-183.
- Métraux, J.-C. (2002). L'interprète, ce nouvel acteur. *Cahiers psychiatriques*, 29, 115-135.
- Métraux, J.-C. (2004). *Deuils collectifs et création sociale*. La Dispute.
- Métraux, J.-C. (2011, 2013, 2017). *La migration comme métaphore*. La Dispute.
- Minder, F. (2022). *Faire quelque chose. (C'est le faire, non ?)*. Éditions L'arbre de Diane.
- Sahlins, M. (1976). *Âge de pierre, âge d'abondance*. Gallimard.
- Werner, D. (1973). *Dónde no hay doctor*. Hesperian.
- Wyss, D. (2014). *La barque n'est pas pleine – Réfugiés chiliens en Suisse* [film documentaire].